



Lire le Mag

Pour l'Éco



Rechercher



Newsletter



Se connecter

S'ab



Economie

Pourquoi la France n'essaye pas vraiment de réduire son énorme dette

Sélection abonnés

Culminant à plus de 3 000 milliards d'euros, la dette française inquiète et on entend ici et là quelques appels à prendre des mesures drastiques. Les mêmes depuis 20 ans, en vain. Le club des rigoureux se réduit. Au moins cinq raisons expliquent pourquoi notre dette n'en finit pas de monter.

[Yves Adaken](#)

Le 30 avril 2024, modifié le 1 mai 2024

Trois mille quatre-vingt-huit milliards d'euros de dettes ! Après avoir franchi le cap symbolique des 3 000 milliards au premier trimestre de l'année dernière, la dette française a continué sa course folle. C'est 800 millions d'euros de plus qu'avant la crise du Covid. Et 1 200 milliards de plus qu'en 2007, quand le premier ministre de l'époque, François Fillon, se décrivait comme étant « à la tête d'un État en situation de faillite ».

Dix-sept ans plus tard, heureusement, la France est encore loin du défaut de paiement, signe que le montant de la dette n'est pas forcément le meilleur indicateur. Il n'empêche. La dette française, rapportée à son PIB, a du mal à descendre d'un palier élevé à près de 110 %. Bien au-dessus de la moyenne de la zone euro (90,9 %).

Avec des dépenses publiques en hausse de plus de 3 % l'année dernière, à 1 580 milliards d'euros, « la France n'en a pas fini avec le "quoi qu'il en coûte" », soulignait encore Pierre Moscovici. Son déficit public a atteint 5,5 % en 2023, contrariant l'objectif d'un retour sous les 3 % en 2027. Un laxisme typiquement français ?

[Lire aussi > La France peut-elle vraiment se désendetter ?](#)

« On est sur une mauvaise pente depuis 70 ans. C'est très ancien, tous les gouvernements successifs y ont contribué », observe François Ecalle, économiste et président de l'association Fipeco. Mais les gouvernants ne sont pas les seuls responsables, selon lui. « Déjà, sous l'Ancien Régime, les Français réclamaient au roi toujours plus de protection, plus d'aides, poursuit-il. Je pense qu'il existe depuis très longtemps l'habitude d'exprimer des besoins et de demander à l'État d'y répondre. »

Ce qu'il fait parfois à l'issue d'un mouvement de protestation. De fait, la France pointe en tête des classements mondiaux en termes de dépense publique (58 % du PIB) et de prélèvements obligatoires (46,1 %). Mais il y a « *une contradiction chez les Français qui, d'un côté, veulent plus de dépenses publiques, mais se plaignent de l'autre de payer trop d'impôts* », juge encore François Ecalle.

Résultat, les gouvernements ont « *tendance à jouer aux montagnes russes avec les prélèvements obligatoires, les baissant puis les augmentant quelques années plus tard, quand le déficit s'est creusé* ».

Cette ambiguïté française se lit dans l'existence de 465 niches fiscales – des avantages aux motifs et à l'efficacité parfois discutables – représentant un manque à gagner pour l'État de 90 milliards d'euros. Mais leur remise en cause est difficile, car, selon la formule bien connue, « *derrière chaque niche se cache un chien qui aboie.* »

Si la France a du mal à tailler dans les dépenses pour réduire la dette, c'est aussi parce qu'il existe une façon indolore d'arriver au même résultat : la croissance. Grâce à elle, les recettes fiscales augmentent et les besoins en aides sociales diminuent. Résultat, il y a moins de déficits publics et le ratio dette/PIB baisse mécaniquement. Tous les gouvernements ont donc privilégié cette solution.

Problème, « *la croissance potentielle de la France a plutôt tendance à ralentir* », fait observer François Ecalle. De plus, elle est « *principalement basée sur la consommation des ménages* », souligne Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste du cabinet BDO France. « *Cela rend plus difficile de baisser franchement la dépense publique, qui est en majorité du revenu distribué aux Français en allocations, aides au logement, etc. Comme ces aides sont versées à des gens au revenu en général assez faible, elles sont intégralement consommées*, ajoute-t-elle. *Si vous les baissez, vous avez moins de consommation, moins de croissance et vous ne baissez pas votre dette pour autant. C'est pourquoi tous les gouvernements, malgré les crises, essaient de garder une politique budgétaire accommodante. Cela a d'ailleurs permis d'éviter la récession en 2023.* »

Pour les keynésiens, la dette est moins une charge qu'un moyen de soutenir l'activité. On retrouve ici l'effet multiplicateur de la dépense publique, favorable aussi bien à la consommation des ménages qu'à l'investissement. D'autant que la croissance induite « *a des effets positifs sur la dette bien plus importants en termes de multiplicateurs keynésiens que la baisse des dépenses* », précise Anne-Sophie Alsif.

Pour François Ecalle, cette vision domine chez les économistes français. Lui-même considère que « *les déficits publics sont justifiés dans les situations de récession. Il est normal alors de laisser filer la dette, voire de prendre des mesures temporaires de relance* ». Mais, ajoute-t-il, « *il faudrait faire l'inverse quand la situation est bonne. C'est ce qu'on ne sait pas faire en France. On a du mal à avoir une politique budgétaire vraiment contracyclique.* »

Un énième passage en revue des dépenses publiques est annoncé pour trouver où couper. Mais la chose est ardue, d'autant qu'il faut investir davantage dans la transition écologique, la défense, l'école... Faudra-t-il se résoudre à augmenter les impôts ? Le débat fait rage. On spéculé sur le risque de voir les agences de notation dégrader la note de la dette française. Et au-delà, sur la réaction des marchés. Mais heureusement, la Banque centrale européenne est là.

« Économiquement, la dette française n'est pas soutenable, mais les marchés ne s'en inquiètent pas. À tort ou à raison, ils sont persuadés que la BCE interviendra toujours parce que la France est "too big to fail". » De fait, elle a secouru plusieurs pays européens durant la crise financière, rachetant leur dette pour abaisser les tensions sur le taux d'intérêt. L'UE a par ailleurs mis en place des mécanismes de financement puissants pour aider les pays en difficulté. Enfin, les critères de Maastricht ont été assouplis.

« On a toujours l'objectif de ramener les déficits sous les 3 %, mais à un horizon qui peut être glissant », poursuit François Ecalle. Tout cela nourrit l'idée qu'en cas de problème, le pompier BCE agira. De là à penser qu'on peut laisser filer les déficits publics, il n'y a qu'un pas. Sauf qu' *« on ne sait pas à quel moment les marchés vont paniquer, prévient François Ecalle. Or c'est ce qu'ils ont fait au Royaume-Uni, il y a un an et demi. »*